

Unité départementale du Littoral  
Rue du Pont de Pierre  
CS 60036  
59820 Gravelines

Gravelines, le 26/03/2024

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 06/03/2024

### **Contexte et constats**

Publié sur  **GÉORISQUES**

#### **Mordacq Arnaud Imprimerie**

27 rue de St-Omer  
62120 Aire-sur-la-Lys

Références : H:\\_Commun\2\_Environnement\01\_Etablissements\Equipe\_G2\MORDACQ Imprimerie\_Aire-sur-la-Lys\_0007002000\2\_INSPECTIONS\2024 03 06 État des stocks suite\MORDACQ Imprimerie\_Aire-sur-la-Lys\_RAPVI\_0007002000.odt  
Code AIOT : 0007002000

#### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 06/03/2024 dans l'établissement Mordacq Arnaud Imprimerie implanté Zone Industrielle du Petit Neufpré 62120 Aire-sur-la-Lys. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

La présente inspection réalisée de façon inopinée a pour but de vérifier la mise en œuvre, suite aux constats réalisés lors de la précédente visite d'inspection du 28/03/2023 et des bonnes pratiques en matière de suivi de l'état des stocks des matières combustibles présentes dans l'installation. L'exploitant doit en effet disposer d'un état des stocks rapidement exploitable notamment en cas d'accident.

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- Mordacq Arnaud Imprimerie
- Zone Industrielle du Petit Neufpré 62120 Aire-sur-la-Lys
- Code AIOT : 0007002000
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La société IMPRIMERIE MORDACQ implantée à Aire-sur-la-Lys est spécialisée dans les activités d'impression offset utilisant des rotatives à séchage thermique. Elle est visée par les rubriques 2445-1 transformation du papier et 2450-A-a imprimeries, carton et réglementée par l'arrêté préfectoral du 20 mai 2021. Sur site, on trouve 6 rotatives.

Les principaux clients sont la grande distribution, les chaînes de magasins, les maisons d'édition de magazines et d'autres services comme les garages et les magasins de bricolage.

#### Contexte de l'inspection :

- Inspection généraliste produits chimiques
- État des stocks

## 2) Constats

### 2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits conduisant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée *a posteriori* du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée."

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
1	État des matières stockées - généralités	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 49	Mise en demeure, respect de prescription	3 mois
3	État des matières stockées - accessibilité à l'état des stocks	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 49	Mise en demeure, respect de prescription	3 mois
4	Rétentions	Arrêté Préfectoral du 20/05/2021, article 8.4.1.	Mise en demeure, respect de prescription	3 mois

*(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale*

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
2	État des matières stockées - Fiches de données de sécurité	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 49	Sans objet

## 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'état des stocks est incomplet (les produits finis et les déchets ne sont pas repris) et présente des unités de mesures hétérogènes. Cet état des stocks n'est pas disponible sous la forme d'un document unique (fichiers distincts selon les secteurs d'activité) et n'est pas disponible en toutes circonstances.

Dans ces conditions, l'état des stocks n'apparaît pas conforme aux dispositions de l'article 49 de l'arrêté ministériel du 04/10/2021.

D'autre part, l'inspection a constaté la présence d'un stockage d'encre qui n'était pas disposé sur rétentions.

Les constats concernant l'état des stocks réalisés lors de la présente inspection sont identiques à ceux déjà relevés lors de la précédente inspection du 28/03/2023.

## 2-4) Fiches de constats

### N° 1 : État des matières stockées - généralités

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 49
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, État des matières stockées - généralités
<b>Prescription contrôlée :</b>  L'exploitant tient à jour un état des matières stockées, y compris les matières combustibles non dangereuses ou ne relevant pas d'un classement au titre de la nomenclature des installations classées.
<b>Constats :</b>  L'exploitant dispose d'un état des stocks sous format informatique (logiciel de gestion des stocks ERP) dont la mise à jour est faite tous les 15 jours. Cet état des stocks a principalement une fonction de suivi commercial des productions, et ne répond pas aux préoccupations de sécurité attendues en cas de sinistre sur le site. L'exploitant indique ne pas avoir travaillé sur l'amélioration de son état des stocks depuis l'inspection du 28/03/2023, et les constats suivants déjà réalisés lors de cette précédente inspection demeurent : <ul style="list-style-type: none"><li>• les quantités de matières premières (papier) sont indiquées en nombres de bobines ou de feuilles. L'enregistrement de ces matières premières dans le stock est réalisé à leur entrée sur le site. Une conversion est nécessaire pour connaître ces quantités en volume ou en poids ;</li><li>• les emplacements des stocks de matières premières sont précisés dans le tableau (nom de l'atelier concerné) ;</li><li>• les quantités de produits finis (livrets imprimés) se sont pas disponibles dans l'état des stocks ; l'exploitant explique que les départs de produits finis se font en flux tendu sans stock important ; (l'inspection précise que seuls les encours de production correspondant à moins de deux jours de production ne sont pas considérés comme stockage et ne sont pas à mentionner) ;</li><li>• l'état des stocks reprend les produits dangereux (nom commercial, famille et quantité). Les mentions de dangers et les emplacements ne sont pas précisés. L'exploitant précise que l'ensemble des produits chimiques est stocké dans un local spécifique. La mise à jour de l'état des stocks de produits dangereux est actuellement mensuelle ;</li><li>• les stocks extérieurs de palettes et de cuves d'encre ne sont pas repris dans l'état des stocks ;</li><li>• les déchets sont constitués de rognures de papiers. Il sont stockés dans des bennes situées en extérieur. En moyenne, 1 benne (4 à 6 T) par jour est évacuée vers l'installation de traitement. La quantité précise de déchets présents n'est pas reprise dans l'état des stocks.</li></ul> En l'état, l'état des stocks n'est pas disponible et exploitable par les autorités en cas d'accident, ce qui constitue une non-conformité vis-à-vis de la prescription.  Dans les bonnes pratiques, les éléments attendus pour l'état des stocks sont les suivants : <ul style="list-style-type: none"><li>- l'ensemble des matières combustibles présentes sur site (y compris non dangereuses et non</li></ul>

<p>classées) doivent y figurer. Les encours de production (stockage correspondant à moins de deux jours de production) ne sont pas considérés comme stockage et ne sont pas à mentionner ;</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- l'identification des matières stockées doit mentionner les grandes familles de produits, matières ou déchets, en lien avec les rubriques ICPE ou une typologie de dangers ;</li> <li>- pour les matières dangereuses, doivent figurer a minima les différentes familles de mention de dangers des substances, produits, matières ou déchets ;</li> <li>- les quantités sont à exprimer en kg, en tonnes ou en m<sup>3</sup> et non en unité de produit/récipient et par lieu de stockage (avec plan de situation) ;</li> <li>- une mise à jour à minima hebdomadaire est une bonne pratique ;</li> <li>- cet inventaire « administratif » doit être recalé avec un inventaire physique. Un recalage annuel constitue une bonne pratique.</li> </ul>
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Mise en demeure, respect de prescription
<b>Proposition de délais :</b> 3 mois

## N° 2 : État des matières stockées - Fiches de données de sécurité

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 49
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, État des matières stockées - Fiches de données de sécurité
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>L'exploitant dispose, avant réception des matières, des fiches de données de sécurité pour les matières dangereuses, prévues dans le code du travail lorsqu'elles existent ou tout autre document équivalent.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Les fiches de données de sécurité sont centralisées sous format informatique sur le serveur dans la rubrique CHSCT. Ce serveur est accessible pour les responsables du site. Elles sont également disponibles sous format papier dans le bureau de la responsable des produits chimiques.</p> <p>L'inspection sélectionne dans la liste le produit suivant : PREMECO 3400 cyan. Il s'agit d'une encre d'imprimerie.</p> <p>L'exploitant présente la F.D.S. correspondante rédigée par le fabricant FLINT GROUP et dont la dernière mise à jour date du 30/01/2023.</p> <p>Il s'agit d'un mélange qui ne comporte pas de mention de danger.</p> <p>Ce produit est stocké au niveau des ateliers dans une cuve de 5 tonnes et une autre cuve de 3 tonnes, chacune étant reliée à des conduites d'alimentation des différentes imprimantes. Sur ces cuves sont affichées des F.D.S. résumées mentionnant les pictogrammes des E.P.I nécessaires, l'identification des risques (en cas d'ingestion), les premiers soins adaptés, moyens de lutte contre l'incendie et risques pour l'environnement.</p> <p>Un stock complémentaire est situé sur une zone extérieure au bâtiment de l'usine (point traité au constat n°4 ci-après).</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

## N° 3 : État des matières stockées - accessibilité à l'état des stocks

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 49
---

<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, État des matières stockées - accessibilité à l'état des stocks
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Ces documents sont facilement accessibles et tenus en permanence à la disposition du préfet, des services d'incendie et de secours, de l'inspection des installations classées et des autorités sanitaires.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>L'exploitant indique que l'état des stocks actuellement en place a principalement une vocation de suivi commercial des productions.</p> <p>Cet état des stocks est morcelé en ateliers ou types de productions ; il n'y a pas de document unique rassemblant l'ensemble des informations.</p> <p>Une sauvegarde des informations du serveur sur un disque dur externe est réalisée chaque jour par la responsable informatique qui emporte à son domicile le disque dur.</p> <p>L'état des stocks dans son ensemble n'est accessible que par le directeur du site et n'est pas partagé. Cet accès n'est possible actuellement qu'à partir du serveur du site.</p> <p>Ce constat constitue une non-conformité à la prescription.</p> <p>Observation : la disponibilité des données depuis l'extérieur pourrait être améliorée éventuellement par un système de type "cloud", ou tout autre dispositif équivalent, pour les rendre accessibles à un plus grand nombre de personnes.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Mise en demeure, respect de prescription
<b>Proposition de délais :</b> 3 mois

#### N° 4 : Rétentions

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 20/05/2021, article 8.4.1.
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Rétentions
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Tout stockage d'un liquide susceptible de créer une pollution des eaux ou des sols est associé à une capacité de rétention dont le volume est au moins égal à la plus grande des deux valeurs suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• 100 % de la capacité du plus grand réservoir ;</li> <li>• 50 % de la capacité globale des réservoirs associés.</li> </ul> <p>Cette disposition n'est pas applicable aux bassins de traitement des eaux résiduaires.</p> <p>Pour les stockages de récipients mobiles de capacité unitaire inférieure ou égale à 250 litres, la capacité de rétention est au moins égale à :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• dans le cas de liquides inflammables, 50 % de la capacité totale des fûts ;</li> <li>• dans les autres cas, 20 % de la capacité totale des fûts ;</li> <li>• dans tous les cas, 800 L minimum ou égale à la capacité totale lorsque celle-ci est inférieure à 800 L.</li> </ul> <p>La capacité de rétention est étanche aux produits qu'elle pourrait contenir. L'étanchéité de la</p>

rétenction ne doit pas être compromise par les produits pouvant être recueillis, par un éventuel incendie ou par les éventuelles agressions physiques liées à l'exploitation courante. En particulier, elle résiste à la pression statique du produit éventuellement répandu et à l'action physico-chimique des produits pouvant être recueillis. Il en est de même pour son dispositif d'obturation qui est maintenu fermé.

L'étanchéité du (ou des) réservoir(s) associé(s) est conçue pour pouvoir être contrôlée à tout moment, sauf impossibilité technique justifiée par l'exploitant.

Le stockage des liquides inflammables, toxiques, corrosifs ou dangereux pour l'environnement, n'est autorisé sous le niveau du sol que dans des réservoirs en fosse maçonnée ou assimilés.

Les rétentions font l'objet d'un examen visuel approfondi au moins annuellement et d'une maintenance appropriée.

Les rétentions doivent être maintenues propres et disponibles. En particulier, les rétentions des stockages à l'air libre sont vidées dès que possible des eaux pluviales s'y versant.

Une consigne écrite doit préciser les vérifications à effectuer, en particulier pour s'assurer périodiquement de l'étanchéité des dispositifs de rétention, préalablement à toute remise en service après arrêt d'exploitation, et plus généralement aussi souvent que le justifient les conditions d'exploitation.

Les vérifications, les opérations d'entretien et de vidange des rétentions doivent être notées sur un registre spécial tenu à la disposition de l'inspection de l'environnement.

**Constats :**

L'inspection constate la présence sur une aire extérieure de 7 cuves de 1 tonne chacune d'encres non disposées sur rétention.

Ce constat constitue une non-conformité avec les prescriptions du présent article.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Mise en demeure, respect de prescription

**Proposition de délais :** 3 mois